

Ecrit par Andrée Brunetti le 13 février 2026

Les patrons vaclusiens ont le moral en baisse malgré l'optimisme mesuré de la Banque de France



« Une économie entre résilience et vulnérabilités », voilà le titre de cette conférence initiée par la directrice départementale de la [Banque de France, Christine Gord](#), ce jeudi 12 février, avec la Conférence économique annuelle en présence d'un parterre de décideurs réunis à la Chapelle Sainte-Praxède, siège de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

[Valérie Coissieux](#), la présidente des artisans qui accueillait la réunion, a rappelé que ce secteur représente « 30 000 entreprises en Vaucluse, 400 000 actifs et 20% du PIB. Mais derrière ces chiffres massifs, il y a une réalité plus fragile que nous devons regarder en face. Nous traversons une zone de fortes turbulences. D'après une enquête menée auprès de 1 700 PME réalisée l'été dernier, 39% des artisans ont vu leur activité diminuer et 56% des chefs d'entreprises estiment que leur niveau d'activité est insuffisant. »

De citer pêle-mêle : « L'inflation qui persiste et la trésorerie qui inquiète avec des délais de paiement de plus en plus longs qui pénalisent artisans et commerçants, en particulier dans le secteur du bâtiment. » La présidente de la CMA 84 a insisté : « L'an dernier en France, 66 000 entreprises ont mis la clé sous la porte. Et 2026, le chiffre risque de progresser. Et les retards de paiement plombent les entreprises. Un retard de plus de 2 mois augmente la probabilité de défaillance de 42%. Il faut renforcer



Ecrit par Andrée Brunetti le 13 février 2026

les sanctions et créer un fonds d'affacturage pour protéger la trésorerie des artisans et commerçants. Autre souci, seulement, 10% des entrepreneurs envisagent de recruter un apprenti dans les mois qui viennent, alors que les jeunes sont notre avenir, c'est dire. »

Une économie qui affiche de la résistance

Place ensuite à Christine Gord pour la Banque de France et sa longue note de conjoncture pour 2025. « Entre l'ampleur du déficit public et les incertitudes politiques, globalement, l'économie demeure résistante en affichant une croissance de +0,9% et peut-être + 1% en 2026. L'inflation s'élève à 0,9% elle pourrait augmenter légèrement à 1,2% cette année et 1,7% l'an prochain. »

Elle a passé au crible les différents secteurs. À commencer par la croissance qui devrait se situer autour de +1,2% / +1,4% en Europe et autour de +0,9% / +1% en France, qui ferait bien moins que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas. Seule la Grèce est en solde positif.

Un surendettement qui progresse

Depuis 1974 et les « Années Giscard », la France n'a plus jamais retrouvé d'équilibre budgétaire et la dette depuis la Présidentielle de 2017 est passée de 2 191Mds€ à 3 482Mds€ en 2025. Malgré le rapport Draghi qui préconise 800Mds€ d'investissement par an pour enrayer le déclin et le rapport Letta qui plaide pour une meilleure intégration des marchés, le niveau de productivité de la France affaiblit le potentiel de croissance. Quant aux Français, faute de confiance en l'avenir, ils préfèrent épargner que consommer, avec un taux de 18%.

« Grâce à la BCE (Banque Centrale Européenne, présidée par Christine Lagarde), a poursuivi la Directrice, les taux directeurs sont repartis à la baisse et ont évité la récession. 133Mds€ de crédits à l'habitat ont été distribués (+35%), ce qui a permis un redémarrage. Néanmoins, le surendettement progresse, +8,4% en Vaucluse (1165 dossiers) et +9,8% en France (148 014 dossiers). »

« On ne veut pas de mal aux patrons, au contraire, on est là pour les aider. »

Gérard Arnault

Place ensuite à Gérard Arnault, l'ancien président du Tribunal de Commerce d'Avignon devenu TEA (Tribunal des Activités Économiques). « Nous avons eu 749 ouvertures de procédures collectives (+5,2%), 313 redressements judiciaires (+4,7%) et 406 liquidations (+11,2%). Mais il faut que les patrons anticipent les problèmes, qu'ils viennent nous voir, on ne leur veut pas de mal, au contraire. On est là pour les aider à étaler leur dette, pérenniser leur entreprise. En plus nos échanges sont confidentiels. »



Ecrit par Andrée Brunetti le 13 février 2026

Certains secteurs s'en sortent mieux que d'autres

Christine Gord a repris la parole pour évoquer une enquête auprès de 1 542 entreprises de la Région Sud qui représentent 191 843 salariés et un chiffre d'affaires de 44Mds€. Elles représentent pour 42% l'industrie, pour 25% la construction et pour 22% les services. « À l'exception du BTP (-1,1%), les effectifs progressent et le CA aussi (+4% l'industrie, +2,2 les services et +1,1% la construction). Stabilité aussi de la rentabilité. »

Il existe aussi 7% de PME régionales (17 100) tournées vers l'international avec un CA de 77Mds€, ce qui fait de Provence-Alpes-côte d'Azur la 4e région exportatrice de France, notamment grâce à l'industrie chimique, aux huiles essentielles et au vin avec comme destinations l'Union Européenne (39%), les USA (8%) et les Pays du Maghreb (7%).

Un chiffre d'affaires qui progresse en Vaucluse

Chiffres sur lesquels est revenu le directeur départemental des Finances Publiques, [Michel Laffitte](#). « En 2024, la Région a vu le CA progresser de +5,4% (notamment grâce aux transports et à une entreprise qu'il n'a pas citée mais qui pourrait être la CMA-CGM...) pendant que le Vaucluse régressait à -1,1%. » Mais en 2025, performance des Vaclusiens, +3,4% devant la Drôme (+3%) et le Gard (+2,7%), avec en tête le commerce (43%), puis l'industrie manufacturière, notamment l'agro-alimentaire (19%), la construction (10%), les transports (6%) et enfin l'hôtellerie, la restauration, le tourisme (3%).

Quant à l'évolution des investissements, la tendance est à la hausse, +6,4% en 2025 en Vaucluse, face à +1,2% pour la Drôme et -2,2% pour le Gard. Le meilleur chiffre mis en valeur par Michel Laffitte étant celui du commerce extérieur de Vaucluse, +11,6%, soit 1,9Mds€, ce qui apporte un peu d'espoir dans cette morosité ambiante. Il a aussi parlé des délais de paiement « préoccupants » et évoqué la facturation électronique qui va entrer en vigueur dès septembre qui va diminuer les coûts et accélérer le paiement des factures.

« Sur le terrain, la situation se dégrade »

Pour [Denis Duchêne](#), vice-président de la [CPME 84](#), « heureusement il y a eu le dispositif Jeanbrun pour l'investissement locatif collectif, la rénovation et la transition énergétiques, le maintien du Pacte Dutreil indispensable à la transmission des TPE-PME familiales, malgré son durcissement. En revanche, nous attendons toujours une clarification du régime fiscal des auto-entrepreneurs, essentielle pour sécuriser les parcours de création sans générer de concurrence déloyale. »

« Chaque embauche est un risque pour nos entreprises »

Denis Duchêne



Ecrit par Andrée Brunetti le 13 février 2026

Il a précisé : « Sur le terrain, la situation se dégrade, +5,48% procédures collectives, coût du travail toujours trop élevé, emploi toujours en recul avec 3,35M de demandeurs d'emplois en catégorie A. Chaque embauche est un risque pour nos entreprises. À l'approche des élections, j'appelle les candidats à placer l'entreprise, l'emploi, l'attractivité du territoire au cœur de leurs priorités et je rappelle l'importance stratégique de la DSP de l'aéroport d'Avignon Provence pour le développement économique local. » Denis Duchêne a conclu : « Vous pouvez compter sur la résilience, l'énergie et la ténacité des chefs d'entreprise. La CPME restera pleinement mobilisée en 2026 et au-delà. »

Les chantiers de BTP en net recul

Au nom de la [CAPEB](#) (les artisans du BTP), [Philippe Herzog](#), patron de la plomberie Herzog, créée en 1944, a évoqué des bilans négatifs depuis des mois voire des trimestres dans ce secteur. « Ni amélioration, ni rebond. Dans notre département, les entreprises artisanales représentent 99% des entreprises du bâtiment, elles génèrent près de 2Mds€. Mais les mises en chantier subissent un net recul (30%) et les réservations de logements neufs aussi, -26,7%. Tassement également pour les rénovations avec des coups de rabot sur les aides, la Prime Rénov interrompte avant d'être relancée. Les matières premières chez Saint-Gobain et Point P ont flambé de +5 à +7%. Peut-on en dire autant des revenus des ménages? Les défaillances ont bondi de +22,9% au 2e trimestre 2025. Malgré tout je garde espoir qu'après la crise, on revienne à la normale. »

Enfin Daniel Léonard, le président de [Fédération du BTP 84](#) qui a présenté [ses vœux dans les locaux flambant-neufs](#) de la Fédération à Agroparc a répété les tendances négatives : -30% de chantiers, -4,2% de salariés, départs à la retraite non compensés. Avec les élections, un an avant les commandes ont été gelées et maintenant il faut attendre le résultat des scrutins dans les communes et les communautés d'agglomération, ce qui va encore prendre un an... donc peu de visibilité avant longtemps. » Heureusement, sont en cours les chantiers du Conseil Départemental au Carrefour de Bonpas, à Orange avec la déviation de la RN7 et la création du Pôle Patrimoine Memento qui donnent du travail aux salariés du BTP.

Avant de clore cette Conférence économique, alors que se succèdent les crises (COVID, guerre en Ukraine, aléas climatiques, flambée du coût de l'énergie et des matières premières, inflation, montée du chômage...) les différents intervenants ont évoqué le stress des entrepreneurs, la dépression des uns, le burn-out des autres et ils ont tous mis en avant le travail bienveillant et humain d'APESA (Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aiguë). Un dispositif gratuit et confidentiel qui leur tend la main. Il repose sur des psychologues et des sentinelles qui détectent les situations de souffrance et prennent en charge les patrons épuisés, au bord du gouffre, pour leur éviter le pire.